
Slovaquie : prête à bloquer l'accord de libre-échange UE / Mercosur

Description

La ministre slovaque de l'Agriculture Gabriela Mateřná est intervenue deux jours après le fameux tweet du Président français, dans lequel Emmanuel Macron qualifiait de « *problème mondial* » les feux se propageant en Amazonie : déclarant que la situation est en effet inacceptable et tançant les autorités brésiliennes pour leur immobilisme, la ministre slovaque a estimé que l'Union européenne devait conduire le Brésil à modifier son attitude par tous les moyens possibles.

G. Mateřná s'est notamment dite prête à bloquer l'accord de libre-échange entre l'UE et les pays du Mercosur (Argentine, Paraguay, Uruguay et Brésil) conclu le 28 juin 2019 et dénoncé par le chef de l'État français le 23 août. Le prochain Conseil Agriculture et Pêche de l'UE, qui se tiendra le 14 octobre, pourrait fournir l'occasion de rebattre les cartes : l'accord doit en effet être approuvé par le Conseil et par le Parlement européens.

Si l'exploitation forestière et les incendies dans le bassin amazonien sont la principale raison de son intervention, la ministre n'a pas caché qu'elle avait également à l'esprit les scandales sanitaires apparus au cours des dernières années : « *Nous devons cesser d'importer des biens agricoles et alimentaires qui ne sont pas produits conformément aux standards européens environnementaux et en respectant le bien-être animal.* » Elle a évoqué l'affaire des importations de viande de poulet avariée en provenance du Brésil, qui avait fait scandale en Slovaquie il y a deux ans. L'Agence vétérinaire et alimentaire slovaque avait rapidement interdit ces importations mais ces denrées s'étaient répandues sur l'ensemble du territoire communautaire.

De fait, ce n'est pas la première fois que G. Mateřná exprime son opposition à l'accord de libre-échange avec le Mercosur. Elle avait voté contre en 2016 et n'a pas changé de posture depuis : « *L'Union européenne exige des agricultures slovaques et européennes qu'ils utilisent moins de produits chimiques, qu'ils élèvent leurs animaux dans les meilleures conditions, qu'ils protègent leur pays* » mais, dans le même temps, note la ministre, l'UE conclut des accords avec des pays qui ne respectent pas les exigences de protection de l'environnement.

Sources : *The Slovak Spectator*, *TASR*.

date créée

02/09/2019

Champs de Méta

Auteur-article : Pierre Smutek